

Un décret en Conseil d'Etat détermine la nature des aménagements pouvant être accordés en application du présent article.

Chapitre IV : Amendes administratives.

L. 1264-1

Ordonnance n°2019-116 du 20 février 2019 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La méconnaissance par l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés d'une des obligations mentionnées à l'article **L. 1262-2-1**, au troisième alinéa du II de l'article L. 1262-4, à l'article **L. 1262-4-4** ou à l'article **L. 1263-7** est passible d'une amende administrative, dans les conditions prévues à l'article **L. 1264-3**.

L. 1264-2

Ordonnance n°2019-116 du 20 février 2019 - art. 5

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-Le maître d'ouvrage, le donneur d'ordre ou l'entreprise utilisatrice est passible d'une amende administrative, dans les conditions prévues à l'article **L. 1264-3** :

1° En cas de méconnaissance d'une des obligations mentionnées au I de l'article **L. 1262-4-1**, lorsque son cocontractant n'a pas rempli au moins l'une des obligations lui incombant en application de l'article **L. 1262-2-1** ;

2° En cas de méconnaissance de l'obligation mentionnée à l'article **L. 1262-4-4** ;

3° En cas de méconnaissance de l'obligation mentionnée à l'article **L. 1262-4-5**.

4° En cas de manquement à l'obligation d'information prévue au V de l'article **L. 1262-2-1** et en cas de manquement de l'employeur tel que prévu au 4° de l'article **L. 8115-1**.

II.-La méconnaissance par le maître d'ouvrage de l'obligation mentionnée au II de l'article **L. 1262-4-1** est passible d'une amende administrative, dans les conditions prévues à l'article **L. 1264-3**, lorsque l'un des sous-traitants directs ou indirects de ses cocontractants ou l'une des entreprises exerçant une activité de travail temporaire ne s'est pas acquitté de l'obligation mentionnée au I de l'article **L. 1262-2-1**. La méconnaissance par l'entreprise utilisatrice de l'obligation mentionnée au IV de l'article **L. 1262-2-1** est passible d'une amende administrative dans les conditions prévues à l'article **L. 1264-3**.

L. 1264-3

Ordonnance n°2019-116 du 20 février 2019 - art. 6

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'amende administrative mentionnée aux articles **L. 1264-1** et **L. 1264-2** est prononcée par l'autorité administrative compétente, après constatation par un des agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés aux articles **L. 8112-1** et L. 8112-5.

Le montant de l'amende est d'au plus 4 000 € par salarié détaché et d'au plus 8 000 € en cas de réitération dans un délai de deux ans à compter du jour de la notification de la première amende. Le montant total de l'amende ne peut être supérieur à 500 000 €.

Pour fixer le montant de l'amende, l'autorité administrative prend en compte les circonstances et la gravité du manquement, le comportement de son auteur, notamment sa bonne foi, ainsi que ses ressources et ses charges. Le délai de prescription de l'action de l'administration pour la sanction du manquement par une amende administrative est de deux années révolues à compter du jour où le manquement a été commis.

L'employeur, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre peut contester la décision de l'administration devant le tribunal administratif, à l'exclusion de tout recours hiérarchique.